

Réunion mondiale d'experts sur l'agriculture et le développement des agro-industries
pour des systèmes alimentaires durables et résilients
servant à informer la réunion spéciale de l'ECOSOC 2017 sur
les *Innovations pour le développement des infrastructures*
et la promotion d'une industrialisation durable

24-26 avril 2017

Note conceptuelle

Sommaire

1. [Contexte](#)
2. [Objectifs \(focus\)](#)
3. [Format et participation.](#)
4. [Résultats escomptés](#)
5. [Participants.](#)

1. Contexte

Vaincre l'insécurité alimentaire et la malnutrition comme le prévoit l'Objectif de développement durable n°2: *Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable* est une priorité partagée par la communauté internationale du développement. Une des voies possibles à emprunter pour y parvenir est l'Objectif n°9 (ODD9) consistant à *“bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation”*, ce qui permettra également de stimuler la transformation de l'économie par le biais de l'agro-industrialisation, c'est-à-dire le secteur agroalimentaire, les chaînes de valeur et de multiples secteurs (services d'appui, énergie, etc.).

Dans le but de faciliter la réalisation de l'ODD 9, l'ECOSOC convoquera une Réunion spéciale sur “les Innovations pour le développement des infrastructures et la promotion d'une industrialisation durable” au siège de l'ONU en mai 2017. Elle sera précédée de deux réunions préparatoires, dont la réunion mondiale d'experts sur “l'agriculture et le développement des agro-industries pour des systèmes alimentaires durables et résilients” dont il est question dans le présent document, qui se tiendra à Victoria Falls (Zimbabwe) du 24 au 26 avril 2017 sous la direction conjointe de la FAO et de l'ONUDI, en étroite collaboration avec le PNUD.

Les systèmes alimentaires du monde sont soumis à de profondes transformations structurelles. Si les pays traversent cette étape selon des modalités et des rythmes différents, le processus est traditionnellement marqué par la migration des zones rurales vers les zones urbaines, la réduction de la part de l'agriculture dans le PIB, l'évolution des modes de consommation, notamment de la demande de produits agricoles dans les villes, la pauvreté urbaine, le détournement des cultures de subsistance au profit d'une agriculture plus commerciale et une valeur ajoutée accrue dans le secteur agroalimentaire. Cette transformation modifie la façon dont les enjeux de développement rural et urbain, de pauvreté et de faim doivent être abordés et dont les liens rural-urbain doivent être renforcés dans le cadre des systèmes urbains nationaux et régionaux. La nécessité de réduire les pertes après récolte est aussi un élément clé de ce processus. Par ailleurs, les enjeux

liés aux ressources naturelles et au changement climatique exigeront des changements encore plus profonds de l'agriculture et des agro-industries dans un souci de durabilité environnementale. Pour opérer ces transformations, il faut également des politiques claires qui contribuent à une alimentation saine et nutritive et qui tiennent compte des pauvres au même titre que des petits agriculteurs familiaux, des salariés, des entrepreneurs et des consommateurs, leur permettant de développer tout leur potentiel.

Alors que la contribution de l'agriculture au PIB recule dans la plupart des régions du monde, la production agricole a atteint des niveaux sans précédent. Les secteurs agricole et agro-alimentaire assurent entre 20 et 30 pour cent du PIB de la majorité des pays les moins avancés (PMA).

L'évolution des systèmes alimentaires crée de vastes opportunités pour les entrepreneurs à chaque maillon des chaînes de valeur alimentaires, depuis la production jusqu'au négoce au détail et à la gestion des déchets, une grande partie de ces activités économiques se déroulant dans les villes. Les entreprises agro-industrielles ont de puissants effets d'entraînement car elles créent simultanément des emplois, des profits et des produits alimentaires à valeur ajoutée, et de nouveaux débouchés pour les matières premières provenant essentiellement des zones rurales où vivent la plupart des pauvres. Dans ce processus de transformation structurelle, les petites agro-industries, surtout du secteur parallèle dans les PMA, jouent un rôle important et représentent 15 à 20 pour cent [1] environ des produits agricoles à valeur ajoutée, même si elles sont souvent ignorées des politiques nationales et régionales. Le développement agro-industriel permet également aux pays de réorienter leurs exportations de denrées agricoles brutes/non transformées vers des produits alimentaires à valeur ajoutée qui créent non seulement davantage d'emplois et de recettes (en devises) mais réduisent aussi l'exposition du pays à une volatilité excessive des cours agricoles internationaux.

Il est clair que l'essor de l'agro-industrie et la promotion de systèmes alimentaires inclusifs, durables et résilients [2] peuvent offrir aux pays en développement, et en particulier aux PMA, un moteur puissant de croissance économique à long terme qui profite à tous, et de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le Sommet du G20 en 2016 a identifié comme priorité la nécessité de soutenir l'agriculture et le développement agroalimentaire et leurs liens avec d'autres secteurs, et d'accroître la résilience aux chocs [3]. L'agriculture et l'agro-industrie sont des secteurs en mesure de créer des emplois en grands nombres, des marchés et des opportunités pour les entrepreneurs, en particulier pour le nombre croissant de jeunes et de femmes qui entrent sur le marché du travail. La croissance de l'agro-industrie stimule celle de l'agriculture, qui a au moins deux fois plus d'impact sur la réduction de la pauvreté que les investissements dans tout autre secteur [4].

Dans la réalisation de ces potentiels, les pays en développement, et en particulier, les pays d'Afrique et en situations particulières, sont confrontés à d'énormes difficultés [5] qui ont été amplement documentées. Citons notamment:

- Le manque de chaînes de valeur intégrées et compétitives et de clusters;
- Le manque de fiabilité des informations et des analyses aux acteurs de la chaîne de valeur et aux décideurs;
- Le manque de mesures d'incitation pour des investissements responsables du secteur privé dans l'agroalimentaire;
- Le manque de capacités et de moyens industriels, notamment de savoir-faire technologique;
- Le faible niveau d'entrepreneuriat et de soutien institutionnel;
- Des systèmes insuffisants de gestion de l'énergie et de l'eau et autres infrastructures;
- Des contextes politiques incohérents, peu porteurs ou imprévisibles;
- Des contraintes liées aux approvisionnements qui se traduisent par une faible productivité de la main d'œuvre et des terres;
- Un manque d'accès à des intrants abordables et de qualité pour les cultures, l'élevage, les pêches, etc.;

- Un manque d'accès à une mécanisation adaptée, fiable et abordable;
- Un accès insuffisant à des produits de financement et de gestion des risques (personnalisés);
- Un manque d'investissement dans l'agriculture et les liens rural-urbain [6];
- Des pertes après récolte excessives;
- Des processus d'urbanisation qui empiètent sur les terres agricoles.

Pour surmonter ces obstacles et tirer parti des opportunités émergentes dans une optique durable, il faut des solutions intégrées reposant sur une analyse suffisamment holistique du système alimentaire [7]. On peut atteindre un impact à grande échelle en s'attaquant aux causes profondes de la sous-performance et en intervenant sur les points de levier du système alimentaire.

Les expériences des programmes d'appui aux agro-industries dans les PMA d'Afrique, d'Asie et les petits états insulaires en développement (PEID) font état de plusieurs éléments clés dans les processus de développement agro-industriel pour relever ces enjeux, notamment:

- Renforcer les compétences des chaînes de valeur, le partage de connaissances, et les technologies adaptées au contexte local en soutenant les industries prometteuses et en encourageant les chaînes de valeur intégrées et les clusters;
- Renforcer l'intégration des acheteurs/fournisseurs et l'approvisionnement durable;
- Promouvoir des technologies et pratiques plus efficaces et durables de production, transformation et distribution de produits agro-alimentaires, avec une réduction des pertes et gaspillages alimentaires et une résilience accrue face au climat;
- Mettre en œuvre des politiques propices, fournir des biens publics plus efficaces et promouvoir des institutions et services publics innovants;
- Offrir un accès fiable à des intrants abordables et de qualité (engrais, matériaux d'emballage, etc.), des services (mécanisation, transport, etc.) et des services publics (eau, TIC, énergie, etc.);
- Améliorer les mécanismes de financement et de gestion des risques et le financement des investissements, publics comme privés, dans l'agriculture;
- Traiter et faciliter les investissements dans les infrastructures de marché, l'intégration des échanges régionaux, l'harmonisation des régimes commerciaux, et l'accent sur les corridors régionaux;
- Assurer des conditions macro-économiques stables, comme les taux de change, les politiques gouvernementales et la fourniture d'énergie; et
- Promouvoir l'intégration de mesures de soutien du développement de l'agroalimentaire (fermes et entreprises) par la création d'entreprises et d'emplois décents avec des programmes de protection sociale et des programmes en faveur des femmes et des jeunes.

En général, l'approche recommandée qui ressort des expériences passées consiste à réorienter les programmes basés sur des projets d'investissement à durée fixe essentiellement du secteur public dans le développement des agro-industries vers des efforts de collaboration à long terme fondés sur des partenariats public-privé. Par ailleurs, il est vital de veiller au soutien de l'agro-industrie par un ensemble cohérent de politiques, notamment sur la mise au point de technologies, l'éducation, les importations, la fiscalité et les subventions, les services de vulgarisation, l'énergie, les infrastructures pour les technologies de l'information et de communication (TIC), l'irrigation, le stockage, la sécurité sanitaire des aliments, la santé, l'accès à la terre et les titres fonciers, la promotion des investissements, l'accès aux intrants, l'adaptation au changement climatique, etc.

Les approches traditionnelles relatives à l'agriculture et au développement des agro-industries étaient

essentiellement concentrées sur une définition trop étroite de l'efficience économique de la production à court terme, tenant peu compte des externalités (ex. fleuves pollués, émissions de gaz à effet de serre, dégradation des terres). Les enjeux liés au changement climatique que doit affronter le monde d'aujourd'hui nous exhortent à dépasser ces approches traditionnelles, par exemple en adaptant et en intensifiant les efforts visant à faire participer un grand nombre d'agriculteurs et de transformateurs à la promotion de technologies plus vertes et plus propres susceptibles de garantir la productivité tout en préservant l'environnement et en affrontant le changement climatique; et en encourageant l'alimentation saine et la nutrition adéquate de l'ensemble de la population. Par ailleurs, vu que la migration des ruraux en quête d'emplois dans les villes est plus rapide que la création de ces emplois urbains, il faut examiner attentivement l'échelonnement de l'adoption et du transfert des technologies dans l'agriculture et les agro-industries.

Cette "triple bottom-line" ou triple résultat (économique, social, environnemental) demande l'adoption d'une approche durable des systèmes alimentaires. Cette approche doit être alignée sur les objectifs énoncés dans l'Agenda 2030 pour le développement durable, en particulier l'ODD 2 (faim, malnutrition et agriculture durable), l'ODD 8 (travail décent et croissance économique), l'ODD 9 (infrastructures, industrialisation et innovation), l'ODD 11 (villes et établissements humains) l'ODD 13 (changement climatique), l'ODD 14 (océans), l'ODD 15 (terres) et l'ODD 17 (réalisation des objectifs, y compris l'investissement).

En appliquant une approche de "**Systèmes alimentaires durables**" pour l'élaboration de plans de développement nationaux et régionaux et de politiques urbaines nationales, les décideurs seront en mesure de garantir l'impact à la fois sur l'insécurité alimentaire, la pauvreté et la malnutrition, dans les campagnes comme dans les villes. Une telle approche permettra également de reconnaître le "prix social et environnemental" de la nourriture, et de veiller ainsi à la mise en place de mesures d'incitation appropriées pour la sensibilité nutritionnelle et environnementale dans le développement des chaînes de valeur alimentaires.

2. Objectifs (focus)

Le but général de la réunion d'experts est d'identifier les moyens (incitations et initiatives) de réaliser les ODD par le biais de l'agriculture et du développement agro-industriel, c'est-à-dire avoir un impact à grande échelle (cibler les indicateurs ODD). Ces moyens potentiels pourraient être présentés à l'ECOSOC en tant que recommandations et initiatives à l'intention des États membres, à mettre en œuvre ou à faciliter par le vaste éventail d'organisations participant à la réunion d'experts et autres partenaires. Les objectifs opérationnels (étapes du processus) de la réunion sont notamment :

- Renforcer le dialogue entre les organisations du système des Nations Unies, les États membres et le secteur privé sur les mesures concrètes requises pour soutenir une agro-industrialisation durable en prêtant attention à la micro-industrialisation également, en améliorant la sécurité alimentaire et le droit à l'alimentation [\[8\]](#);
- Fournir une contribution importante visant à orienter les efforts de la communauté internationale d'accélération de la mise en œuvre des engagements de politique existants;
- Examiner les résultats pertinents tirés des différentes initiatives, conférences, ateliers, et traiter les lacunes dans la mise en œuvre au niveau des pays, et faciliter la collaboration à l'échelle du système afin de contribuer à atteindre une vaste gamme d'objectifs. Citons entre autres: (1) les ODD, notamment l'ODD 2 et l'ODD 9; (2) les buts de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et les engagements de la Déclaration de Malabo; (3) le Programme d'action d'Addis-Abeba Abeba (AAAA) au paragraphe 13; (4) la Décennie d'action des Nations Unies sur la nutrition (s'inspirant de la CIN2); (5) le Nouvel agenda urbain; et la Troisième décennie de développement industriel de l'Afrique (IDDA III). Cela permettra un meilleur alignement des contributions des partenaires,

notamment sur les statistiques.

- Dégager un consensus sur la nécessité d'améliorer les compétences, le savoir-faire et les technologies des chaînes de valeur, d'innover dans les institutions et services publics, la finance, l'investissement et la gestion des risques, accroître les investissements publics et privés dans l'agriculture, les politiques porteuses et biens publics, la coordination régionale, renforcer la résilience des moyens d'existence et des systèmes de production à la variabilité climatique, le commerce et l'environnement international et autres outils que l'ECOSOC pourrait promouvoir à l'appui des innovations dans le développement de l'agriculture et de l'agro-industrie, et ce, pour un système alimentaire durable et résilient, notamment en Afrique et dans les pays en situations particulières, en encourageant les partenariats public-privé et les actions en faveur des petits producteurs, transformateurs et du secteur parallèle;
- Identifier des opportunités, pour l'ECOSOC et le système de développement des Nations Unies avec d'autres partenaires, d'appuyer un développement agricole et agro-industriel inclusif, durable et résilient, notamment en corrélation avec les systèmes urbains, d'où la création d'emplois productifs décents pour les jeunes et les femmes (en lien avec l'ODD 8 sur le travail décent et la croissance économique);
- Proposer des stratégies d'intensification et de déploiement des bonnes pratiques et des domaines d'intervention.

3. Format et participation

Cette réunion verra la participation d'un vaste éventail d'acteurs et facilitateurs des secteurs public et privé, notamment des représentants de ministères, de l'agriculture, de l'industrie et de la promotion du commerce et des investissements. Les participants compteront (mais ne seront pas limités à) 20 pays africains [9] et 10 pays en situation particulière [10] d'autres régions du monde, ainsi que d'autres pays ayant des expériences pertinentes à partager en matière d'agriculture et d'agro-industries. Par ailleurs, la réunion accueillera 20 représentants des Communautés économiques régionales africaines reconnues par l'UA, de la société civile, des universités et des organisations du secteur privé [11], des institutions des Nations Unies [12], des bailleurs de fonds [13] et autres partenaires du développement [14].

Ces participants entameront un dialogue multipartenaires ouvert et dynamique, orienté vers le partage de connaissances, l'apprentissage mutuel et l'établissement de recommandations concrètes. Plusieurs intervenants offrant des témoignages éclairés sur des expériences novatrices de développement agricole et agro-industriel présenteront les perspectives des différents types de participants (petits et grands acteurs du secteur privé, secteur public, organisations intergouvernementales, etc.) et de différents environnements géographiques.

Les séances en groupe porteront sur l'examen de thèmes attribués au préalable, tels que les agropoles, parcs agro-alimentaires, corridors de transit, accords de commerce régionaux, investissement et partenariats public-privé, et autres mécanismes de développement agricole et agro-industriel, recensés dans une note technique de référence qui sera commandée spécialement pour la réunion. Cette note présentera des expériences et des meilleures pratiques, des messages clés et des recommandations réalisables dans le but de faciliter le développement durable de l'agrobusiness et des agro-industries.

Les modérateurs des diverses séances orienteront les débats pour en tirer des approches et initiatives innovantes recommandées en vue de la réalisation du potentiel de développement de l'agriculture et des agro-industries, avec un accent particulier sur l'intégration des petits agriculteurs ruraux eete urbains dans le

processus.

La réunion d'experts sera organisée par le Gouvernement du Zimbabwe à Victoria Falls du 24 au 26 avril 2017, en collaboration avec la FAO, l'ONUDI et le PNUD. Les partenaires principaux seront des acteurs institutionnels concernés tels que UNECA, OSAA, OHRLLS, CNUCED, WIPO, UNDESA, ONU Habitat, l'Agence UA/NEPAD de planification et de coordination, et la Banque africaine de développement.

4. Résultats escomptés

Les propositions concrètes d'appui à l'agriculture et au développement agro-industriel émanant de la réunion seront retenues et présentées à l'ECOSOC pour être soutenues ou lancées. Ce pourrait être notamment des propositions de mise à l'échelle d'initiatives existantes qui ont été validées sur le principe (comme 3ADI – l'Initiative de développement accéléré de l'agrobusiness et des agro-industries (telles que bâtir une base nationale solide de statistiques sur les agro-industries, des programmes en faveur de la voie SAMOA, ou la création d'une plate-forme à l'échelle des Nations Unies au service du développement de l'agriculture et des agro-industries). Pour la mise en pratique de ces propositions, différentes organisations des Nations Unies rassembleront, avec le concours de l'ECOSOC, des ensembles de savoir-faire et autres ressources complémentaires en les coordonnant par le biais d'une stratégie fondée sur l'adoption d'une approche de systèmes alimentaires. Ces propositions, ainsi que d'autres recommandations et conclusions de la réunion, seront présentées lors d'une synthèse du Président qui alimenteront la réunion spéciale de l'ECOSOC qui se tiendra en mai 2017 au siège de l'ONU. Le rapport en question contribuera également à la préparation de la 3^{ème} Décennie de développement industriel pour l'Afrique (IDDA III).

5. Participants

La réunion rassemblera trois types de représentants de haut niveau: (1) des représentants de pays du secteur privé ou public; (2) des représentants d'organisations régionales, sous-régionales, intergouvernementales et de la société civile; et (3) des orateurs invités ayant une solide expérience de systèmes alimentaires et de développement agro-industriel (personnes-ressources).

[1] site de l'ONU, ODD 9

[2] L'agriculture et les systèmes alimentaires englobent l'éventail complet des activités liées à la production, à la transformation, à la commercialisation, à la consommation et à l'élimination de produits issus de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche, y compris les intrants nécessaires et les produits générés à chacun de ces stades. Entrent également en jeu les personnes et les institutions qui amorcent ou freinent le changement dans ces systèmes, ainsi que l'environnement socio-politique, économique et technologique dans lequel ces activités sont menées. – CFS PRAI - <http://www.fao.org/3/a-au866f.pdf>

[3] Communiqué du G20 au Sommet de Hangzhou: http://www.g20chn.org/English/Dynamic/201609/t20160906_3396.html

[4] Rapport sur le développement dans le monde 2008. L'agriculture pour le développement.

[5] Il est important de noter que, sans un soutien adéquat, les agriculteurs familiaux et les petites et moyennes entreprises agricoles dans les pays à revenu intermédiaire sont souvent confrontés à des problèmes semblables à ceux des PMA.

[6] CNUCED, 2015. Rapport 2015 sur les PMA, Transformer l'économie rurale, et CNUCED, 2016. African Continental Free Trade Area -Developing and strengthening Regional Value Chains in Agricultural Commodities and Processed Food Products.

[7] Par exemple, voir l'approche de la FAO sur les chaînes de valeur durables (SFVC) - <http://www.fao.org/3/a-i3953e.pdf>.

[8] Cela comprend l'engagement des acteurs et des réseaux de connaissance pour le partage d'expériences, d'enseignements tirés et d'expertise entre différents pays pour le développement de l'agriculture et des agro-industries, tenant compte des besoins des consommateurs (qualité et accessibilité des aliments) et de la pluralité des systèmes alimentaires comme voie vers un développement économique intégré, avec un accent spécial sur l'Afrique et les pays en situations particulières.

[9] Le choix s'effectuera à partir des pays suivants: Angola, Bénin, Burkina Faso, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Comores, RDC, Guinée équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Niger, Rwanda, São Tomé-et- Príncipe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Soudan, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie.

[10] Le choix s'effectuera à partir des pays suivants: Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Colombie, Chili, Haïti, Kiribati, République démocratique populaire lao, Myanmar, Népal, Îles Salomon, Timor- Leste, Tuvalu, Vanuatu, Yémen.

[11] ex. 3ADI, AAIN, Affadi, AGRA, AgriProfocus, AIIC, AMU, ARSO, ASSCI (Association régionale de chambres de commerce et d'industrie), UA, AMU, CCARDESA, CEN-SAD, CEPGL, COMESA Business council, COMESA, EAC, EACACI CCA, EAGC (Grain Council) ECA, ECCAS, ECOWAS, FARA, ICRISAT-ABI, Industry and agriculture, Union internationale de science et technologie des aliments, NPCA, PDDAA, NEPAD Continental Business Network, PAN ACC, Pan African Business consortium, PAQI, PACCI, RESACS (knowledge support system, SAADP, SACAU, chambres de commerce CDAA, CDAA, SATUC, SCNGO (Conseil d'ONG CDAA), UN VCD group, UNIBRAIN, Universités (SA Université d'Afrique du Sud, UNI Zimbabwe, Harvard University), WB InfoDev, Consumer Goods Forum (CGF)

[12] ex. FAO, ONUDI, CNUCED, PNUD, UNECA, UNDESA, OSAA, OSESG-GL, WIPO, FIDA.

[13] Chine, Corée du Sud, Italie, Japon, Suisse (SECO), UE, AFD, DfID, USAID, Canada (CIDA) Inde, Russie, Brésil et Australie. Stanbic, Standard Chartered, United Bank of Africa, IFC (prêts au secteur privé), Banque islamique de développement, la Nouvelle banque de développement, ECOBANK, la Banque européenne d'investissement -BEI.

[14] E.g., SNV, Technoserve, USAID, ACDI-VOCA, PRAI, FDI.